

« Humainement, j'ai parfois souffert au MR »

TÉMOIGNAGE Christine Defraigne réoriente sa carrière. Et nous parle à cœur ouvert

- Elle quitte le perchoir du Sénat pour Liège.
- Regard en arrière. Sur sa déception de ne pas avoir été ministre : « J'ai payé le prix de mon soutien à Charles. »
- Sur sa liberté de parole : « J'ai lu que j'étais blacklistée. »
- Sur Francken : peut-on encore s'allier à lui ?

ENTRETIEN

Vendredi, Christine Defraigne vivait son dernier jour à la présidence du Sénat. Lundi, elle prêterait serment d'échevine à Liège. L'occasion de se retourner sur son parcours chabuté des dernières années. Au perchoir de l'Assemblée, mais aussi au MR. Car cette libérale sociale s'est rebellée contre la ligne du parti sur plusieurs dossiers sensibles, ce qui ne lui a pas valu que des amis chez les bleus. Mais quelques moments de « souffrance », de « larmes ». Alors elle « ne veut nullement nuire » au parti, mais a plus que jamais sa « liberté de parole ».

Vous aviez envie d'être ministre, mais vous n'avez obtenu que la présidence du Sénat et, lundi, vous serez échevine à Liège. Quel est votre regard sur ce parcours ? Je n'ai jamais caché que j'aurais rêvé de la Justice, j'avais envie d'une fonction exécutive. Ce n'est pas ça qui m'a été proposé. Je mentirais en disant que je n'ai pas été déçue, mais j'ai l'habitude d'aller de l'avant. Et j'ai fait de mon mieux dans des circonstances difficiles, étant donné la N-VA qui torpillait le Sénat. Devenir première échevine, c'est une façon d'être fidèle à Liège. J'aurais dit que c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source ; moi, c'est en allant vers la Meuse que je suis fidèle à ce que je suis. Les défis de Liège m'ont toujours motivée, ce ne sera pas facile car la ville est dans un état compliqué, les finances sont précaires. Mais je suis heureuse d'avoir cette fonction exécutive dans une grande ville. Quant au parcours, je m'y suis adaptée. En politique, vous savez, le parcours ne dépend pas toujours de vous. Il est parfois dicté d'ailleurs. Il dépend d'abord des électeurs, mais il est aussi conditionné par des décisions de

caïques du parti. Ce qui m'a parfois paru difficile, c'est que des collaborateurs de parti dictent ce que vous devez faire ou penser alors qu'eux ne se sont pas soumis au suffrage universel. Ça, ce n'est pas démocratique. Mais dans un parti, il y a une hiérarchie, une oligarchie qui décide.

Une oligarchie ?

C'est pareil dans tous les partis : quelques têtes décident entre elles.

En 2014, tout le monde vous citait comme ministrable. Avec le recul, pourquoi pensez-vous ne pas l'avoir été ?

Il y avait des équilibres à faire. Je m'étais tellement investie pour Charles Michel, dans le Groupe Renaissance (qui a mené au remplacement de Didier Reynders à la présidence du MR, NDLR), mais même avant. Et lors de l'élection présidentielle interne, Liège, la plus grosse fédération, n'était pas du tout acquise à Charles mais à Daniel Bacquellaine. Moi, j'étais la seule dans l'arrondissement à oser faire campagne pour Charles. Et je pense que la clef de l'élection s'est jouée à Liège, car c'était quand même très serré. J'ai pris beaucoup de risques, on m'en a fait baver dans la fédération. Je subissais des pressions pour ne pas louer une salle pour Charles, il y avait des boycotts... C'était très très lourd. Il y avait une espèce de guerre civile dans le parti. Peut-être qu'au moment de la distribution des maroquins, j'ai payé le prix fort de mon engagement pour Charles. Avec le recul, je l'analyse comme un veto contre moi, même si on dit le contraire.

Un veto de Didier Reynders ?

Ben voilà... Je n'aime plus parler de clan car je me suis rapprochée de Didier. Humainement, j'ai souffert de cette époque Renaissance. Jamais je ne me serais disputée avec Didier, mon premier patron, qui est quelqu'un que j'admire. Ce qui s'est passé entre lui et moi, c'est un manque de communication et ce sont des interférences de tiers, de gens dans le parti qui ont semé la zizanie. Les rapports humains se dégradent et je lui ai dit : « Arrête un peu tes chiens, vous me traitez mal. » Et quand on traite mal les gens, un moment, ils se rebellent. L'incompréhension a progressé. Et en 2009, j'ai fait une conférence de presse pour évoquer le problème de gouvernance de Tecteo. Cela a mis le feu aux poudres, car avoir raison trop

tôt, c'est avoir tort. Dix jours plus tard, on ne débarquait de mon poste de chef de groupe du Sénat.

Vous en voulez dès lors à Charles Michel, vous êtes amère ?

J'ai été triste et déçue, aussi que nos relations s'affaiblissent. Le temps a passé. Puis je me suis dit que j'étais peut-être plus libre.

Et vous avez osé défier la ligne du parti sur plusieurs dossiers...

Ce qui explique mes prises de position, ce sont d'abord mes convictions profondes. Mais je me suis sentie plus libre. Je me suis exprimée sur les visas humanitaires (refusés par Theo

Francken à une famille syrienne, NDLR) car quand il y a une décision judiciaire, on peut faire des recours, mais il faut l'exécuter. Je n'ai pas accepté le bashing populiste de Francken contre le pouvoir judiciaire. Quand on commence comme ça, comme membre d'un gouvernement, on bascule dans un autre monde, un monde subversif, et on n'a plus sa place dans ce gouvernement.

J'ai réagi aussi à la déchéance de nationalité pour les deuxième et troisième générations. Mais je n'ai pas réagi sur l'expulsion des Soudanais, même si je n'en pensais pas moins. Et pas non plus aux visites domiciliaires, mais j'ai dû prendre une décision face à une motion déposée contre ces visites au conseil communal de Liège. Je n'ai pas voté cette motion pour être en rébellion : c'était notre conviction profonde. On a bien fait, car il y a eu un sursaut. Des centaines de militants libéraux m'ont envoyé des messages

pour dire qu'ils étaient de nouveau fiers d'appartenir au parti.

Au MR, cela vous a mis définitivement sur liste noire ?

J'ai lu que j'étais blacklistée, que j'étais dans un carnet avec des noms en lettres rouges. Je ne sais pas s'il y a des cérémonies vaudoues contre moi, mais moi, je ne suis pas fâchée. J'ai toujours des contacts très proches avec des gens comme Willy Borsus.

Mais il n'y a plus de vraie liberté de parole au MR ?

Vous savez bien que dans les partis, il y a une coloration de chaîne. Je ne nie pas la discipline de parti. Mais il y a des moments où on est dans le symbole et dans l'épreuve de vérité. Et j'ai fait le choix de la liberté. Si Charles Michel, Olivier Chastel, Willy Borsus me téléphonent, il m'arrive de

faire « gloup ». Mais c'est la vie. Peut-être qu'avec un peu de distance géographique et politique à

Liège, il y aura l'expression d'une plus grande liberté encore.

Votre problème de fond, c'est que le MR n'est plus assez libéral social et tire trop à droite ?

C'est clair que je ne suis pas une femme de droite. Je suis plutôt de centre droit sur les thèmes socio-économiques. Je peux être plus centriste sur un certain nombre de choses et je peux même être de centre gauche par rapport à des valeurs fondamentales. Donc ce qui ne me plaît pas, c'est la fascination que la N-VA peut exercer sur certains des nôtres. Je leur ai dit : « Vous allez voir ce qui va vous tomber dessus. » Et les masques sont tombés.

Vous parlez de... ?

Ce qui se passe avec le pacte migratoire de l'ONU. Je suis heureuse de la réaction de Charles.

Vous l'attendiez impatiemment ?

Je ne le blâme et ne le critique pas

du tout, car je sais à quel point il a dû tenir bon. Quand vous voulez faire fonctionner une coalition, il faut trouver des points d'équilibre, avoir dans le viseur la cohérence et la vie du gouvernement, sauf quand ce n'est plus possible. Donc oui, le curseur s'est déplacé vers la droite et moi, ça ne me plaît pas. Je ne suis pas une nationaliste, pas une conservatrice. On m'a dit qu'on ne pouvait pas se présenter comme libéral social, car cela voudrait dire que les autres ne le sont pas. Mais je suis une libérale sociale, je n'ai rien à voir avec une droite pure et dure, une droite extrême.

Le MR n'aurait pas dû s'allier avec la N-VA ?

J'ai voté l'accord de gouvernement et je ne le revie absolument pas. En gouvernant sans les socialistes, il y avait l'espoir de faire autre chose. Et on a fait d'autres choses. Mais cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas garder ses principes. Je ne dis pas qu'on ne les a pas gardés. Des gens comme Van Overveldt ou Jambon font preuve de modération, mais Francken pas.

Il n'a plus sa place au gouvernement ?

Peut-être que demain, il faudra se poser la question de savoir si l'on peut aller dans le même gouvernement que lui. Quand il dit qu'il s'inspire du Vlaams Be-

lang... On va terminer ou pas la législature, mais demain il faudra se poser la bonne question. ■

Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON

PARTIS

« Au CDH ? Jamais ! »

Enfin, ne seriez-vous pas plus à l'aise dans un parti vraiment centriste ?

Je ne me sens pas du tout CDH ! Ce qui est pénible, c'est qu'ils disent tout et son contraire. Quand une décision est prise, ce n'est jamais « tape-là » et on respecte sa parole. On se demande toujours si un problème ne va pas surgir. On en a profité en Wallonie, mais ce que Benoît Lutgen a fait (changer d'allié, NDLR), cela s'appelle de la trahison. Et en Région wallonne, les nôtres ne rigolent pas tous les jours. Mais j'ai une approche plus centriste et je ne dis pas que, demain, il n'y aura pas une refondation politique au sud du pays, une autre forme de centre droit. A Liège, beaucoup de CDH nous rejoignent.

Vous pourriez créer un courant au MR, un think tank ?

A Liège, on s'est posé la question de l'utilisation du sigle MR et il y a eu un débat intense pour remettre le mot libéral. Un think tank, je suis toujours prête à réfléchir.

Et un courant ?

Non, ma priorité c'est Liège et j'espère que le MR sera toujours attentif aux grandes villes. Même si dans la vie, on ne peut jamais rien exclure.

MA.D.